



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Type de procédure :

Marché à procédure adaptée n° 2024-000040

OBJET DU MARCHÉ :

PRESTATIONS DE SERVICE D'ENTRETIEN MÉNAGER DES PARTIES COMMUNES
D'HABITATION DES BÂTIMENTS FAMILLES DE LA CASERNE DE GENDARMERIE
GENERAL DE DIVISION DELFOSSE À LYON (69)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Commandant de la région de gendarmerie Auvergne – Rhône-Alpes
36 Bld de l'Ouest
69580 SATHONAY-CAMP

Correspondants administratifs :

MDC RAKOTOARIVONINA/Mme MANSOURI/Mme CABARET
section administration Tél : 06 78 29 32 35 / 07 87 65 05 95/04 37 85 23 24
sa.bba.rgara@gendarmerie.interieur.gouv.fr

NOMENCLATURE CPV 2008 : 90900000-6- Services de nettoyage et d'hygiène

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 16 JANVIER 2025 à 14h00

TABLE DES MATIÈRES

article 1 – objet du marché.....	3
article 2 – lieu d'exécution.....	3
article 3 – durée du marché.....	3
article 4 – prestations.....	3
4.1 – Consistance et fréquence des prestations courantes forfaitaires.....	4
4.2 – Prestations exceptionnelles sur demande.....	4
article 5 – matériels et produits.....	4
5.1 - Produits.....	4
5.2 – Matériels.....	4
5.3 – Consommables.....	5
5.4 – Énergie, fluide.....	5
article 6 – organisation du travail.....	5
6.1 – Jours de travail.....	5
6.2 – Volume horaire et effectifs.....	5
6.3 – Stockage des matériels et ingrédients.....	5
6.4 – Règles de sécurité et plan de prévention.....	5
article 7 – contrôle des prestations.....	6
7.1. - Contrôle initial du site.....	6
7.2. - Cahier de suivi et de contrôle.....	6
7.3. - Les contrôles contradictoires.....	6

ANNEXE

Annexe I : Consistance et fréquence des prestations

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est relatif à l'exécution de prestations de service d'entretien ménager des communs des bâtiments d'habitation familles de la caserne de gendarmerie DELFOSSE à Lyon (69).

ARTICLE 2 – LIEU D'EXÉCUTION

Caserne Général de Division DELFOSSE
2 rue Bichat
69002 LYON

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est passé pour une durée initiale de **01 (un) an ferme** à compter de la notification du marché.

La date de début d'exécution, après notification du marché au titulaire est fixée provisionnellement au **1er février 2025**.

ARTICLE 4 – PRESTATIONS

Le marché est de type prestation de service avec obligation de résultat.

Il appartient au titulaire d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté des lieux.

La qualité des prestations de nettoyage est appréciée par l'examen de quatre critères :

- **L'aspect** est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offre un site et ses équipements, il est vérifié par le contrôle qualité ;

- **Le confort** est apprécié au travers des perceptions (olfactives, tactiles, etc) et l'impression générale de bien-être résultant des prestations de nettoyage ;

Le confort est constaté lorsque les prestations :

- suppriment les mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures, par l'utilisation de produits appropriés ;
- sont effectuées à l'aide de produits dont les odeurs ne doivent pas apporter de gêne et qui respectent les exigences de qualité et de respect de l'environnement ;
- sont effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher et au contact ;
- sont conduites de manière à éviter tout bruit entraînant une perturbation de l'environnement ;

- **L'hygiène** repose sur l'assainissement périodique aussi bien des surfaces que de l'air ambiant sans toutefois provoquer de pollution nouvelle par l'utilisation de méthodes ou produits nocifs ;

- **La sécurité**, les techniques et les produits utilisés pour le nettoyage doivent être sélectionnés afin que les sols ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers et aucun danger pour la santé des personnels.

4.1 – Consistance et fréquence des prestations courantes forfaitaires

Les prestations courantes forfaitaires, sont définies dans l'**annexe I « consistance et fréquence des prestations » du présent CCTP**. Elles seront effectuées pendant les jours ouvrables du lundi au vendredi sur une plage horaire définie préalablement avec le responsable du site.

Les superficies sont estimées dans l'**annexe I à l'Acte d'Engagement (Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire)**.

4.2 – Prestations exceptionnelles sur demande

Il s'agit de prestations de nettoyage pour lesquelles il existe un besoin supplémentaire et qui ne seraient pas concernées par les prestations définies en annexe I du présent CCTP. Elles s'exécutent par bons de commande après l'émission et la validation d'un devis.

ARTICLE 5 – MATÉRIELS ET PRODUITS

5.1 - Produits

Le titulaire s'engage sur une liste de produits éco-responsables mis à disposition des agents pour l'exécution des prestations décrites dans l'**annexe I « consistance et fréquence des prestations » du présent CCTP**. Cette liste est intégrée et mise à jour par le titulaire dans son dossier d'exploitation. Le titulaire fournit, dans le dossier d'exploitation, les fiches de présentation permettant à l'administration de vérifier la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de santé et de sécurité (produits ne contenant pas des ingrédients classés comme cancérogènes, mutagènes ou tératogènes conformément à la directive 67/548/CEE et de teintures ou d'agents colorants non autorisés par les directives 76/768/CEE et 94/36/CEE). Les produits ne doivent pas entraîner de sensibilisation par inhalation ni par contact avec l'eau.

Le titulaire s'engage à utiliser des produits conformes aux exigences suivantes :

- Produits biocides répondant aux normes en vigueur disposant d'un Ecolabel européen ou équivalent pour les nettoyeurs multi-usages et les nettoyeurs pour sanitaires ;
- Produits disposant d'un Ecolabel européen ou équivalent pour les nettoyeurs multi-usages et les nettoyeurs pour sanitaires ;
- Produits à taux de biodégradabilité élevé ;
- Produits répondant aux normes **NF EN 14476**.

Le titulaire favorise l'utilisation des sacs-poubelle marqués par un ecolabel du type « Sacs-poubelle : sacs pour la collecte et la pré-collecte de déchets » marqué par l'ecolabel français NF Environnement ainsi que des sacs en plastique biodégradable et des sacs utilisant le minimum de pigments tels que les sacs transparents.

Le responsable du site peut interdire tout produit non conforme aux engagements éco-responsables du titulaire. S'il apparaît nécessaire au titulaire de recourir à des méthodes, produits ou matériels autres que ceux stipulés, il devra obtenir préalablement l'accord formel du service bénéficiaire avant tout début d'exécution et produire les nouvelles fiches de présentation de site.

L'administration se réserve le droit de procéder ou de faire procéder, sur place ou en laboratoire, aux analyses techniques estimées par elle nécessaires au bon respect de ces consignes.

5.2 – Matériels

Le titulaire doit fournir dans le dossier d'exploitation du site, la liste définitive des matériels responsables utilisés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée d'une notice technique.

Les matériels doivent être en parfait état et conformes aux exigences de développement durable car économes en énergie et eau.

Le titulaire doit présenter les matériels et leurs utilisations au responsable de site, sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes environnementales.

5.3 – Consommables

Aucun consommable de type papier toilette, essuie-main et savon n'est à fournir.

5.4 – Énergie, fluide

La fourniture d'énergie électrique et d'eau froide nécessaire à l'exécution des prestations sera assurée gratuitement par le bénéficiaire.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Le titulaire doit éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veille à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit. Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur une même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit. Le titulaire évitera toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation.

ARTICLE 6 – ORGANISATION DU TRAVAIL

6.1 – Jours de travail

Les prestations de nettoyage des parties communes des bâtiments familles s'effectuent les jours ouvrables. Les horaires seront définis en accord avec le service bénéficiaire.

Jours fériés : Lors de jours fériés, les prestations périodiques seront déplacées au premier jour ouvrable suivant cette journée. Les prestations journalières autres que les ordures ménagères seront annulées.

6.2 – Volume horaire et effectifs

Pour atteindre son obligation de résultat, il appartient au titulaire de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires de telle sorte que l'entretien ménager des communs d'habitation de la zone famille de la caserne soit effectué selon les stipulations du présent CCTP.

Le titulaire devra remettre 10 jours avant la date de début des prestations la liste nominative des agents d'entretien avec les copies des cartes d'identité ou des titres de séjour au service bénéficiaire. Cette liste indiquera pour chaque agent le temps de présence journalière et un badge d'accès sera alors configuré pour permettre l'accès aux zones. Ce badge devra être perçu et réintégré à chaque prestation au poste de sécurité en échange d'une pièce d'identité.

En cas de congé, d'arrêt maladie, d'absence ou de changement de personnel, le titulaire sera tenu d'en informer le responsable du site et de lui transmettre les copies des cartes d'identité ou des titres de séjour des nouveaux personnels. Il devra impérativement prévoir toute mesure pour assurer la continuité des prestations courantes dès le premier jour d'absence.

6.3 – Stockage des matériels et ingrédients

Un local pourra être mis à disposition du titulaire pour entreposer ses matériels après autorisation du service bénéficiaire.

6.4 – Règles de sécurité et plan de prévention

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumis le site. L'entretien du matériel est assuré par le titulaire.

Tout matériel défectueux est mis hors de service et remplacé par le titulaire sans délai et à ses frais. Toutes les dispositions seront prises pour que l'état des meubles, bâtiments, abords, aménagements, décorations, machines... ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage, en particulier par la projection de produits. Le titulaire aura à sa charge les frais occasionnés par ces détériorations. Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire :

- de manipuler pour quelque raison que ce soit les appareils et matériels se trouvant dans les locaux ;
- de fumer pendant l'exécution des travaux de nettoyage ;
- d'utiliser son téléphone portable pour un usage personnel et non urgent.

Les lampes doivent être éteintes après réalisation de la prestation. Par ailleurs, les portes doivent être fermées à clés en fin de travaux si elles l'étaient déjà, ainsi que les fenêtres.

Personnes : le titulaire instruit son personnel aux règles de sécurité du travail tant générales que particulières. Il veille à faire respecter les règles de sécurité du travail.

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, des E.P.I. (Équipement de Protection Individuelle). Tous les agents devront porter en permanence un badge spécifique indiquant leur fonction. Le badge sera fourni par le titulaire.

Les agents devront faire preuve de discrétion et avoir un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des militaires, de leurs familles ainsi que de tout les agents de la gendarmerie. Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit.

Le plan de prévention est élaboré conjointement par le responsable de site et le titulaire et avant le démarrage des prestations.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS

7.1. - Contrôle initial du site

Avant le début d'exécution, le titulaire procède avec le responsable de site à une revue de l'état des zones à prester et évalue le niveau global de propreté au début du marché.

7.2. - Cahier de suivi et de contrôle

Avant le début d'exécution, le titulaire doit fournir au service bénéficiaire un cahier de suivi et de contrôle laissant apparaître le calendrier des prestations. Ce cahier doit être émargé à chaque passage des personnels en charge des prestations ainsi que d'éventuelles observations. Les indications inscrites font l'objet d'une revue par le service bénéficiaire qui pourra ajouter ses observations avant d'apposer sa propre signature.

Ce cahier de suivi et de contrôle aura fonction de référence courante pour le suivi des prestations.

7.3. - Les contrôles contradictoires

Les modalités des contrôles qualité sont choisis et organisés par le responsable de site.

Ils sont effectués contradictoirement entre le responsable de site et le titulaire. Ces contrôles ayant pour objet de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu, doivent avoir lieu obligatoirement après l'intervention du personnel.

Les différents types de contrôles sont :

- **les contrôles programmés** à raison d'une fois par semestre, date et heure du contrôle sont confirmées au titulaire par courriel au minimum 48 heures avant le contrôle. Le titulaire prend toute disposition pour être présent.
- **les contrôles à la demande**, indépendamment des contrôles programmés le service bénéficiaire peut être à l'initiative de la mise en place d'un contrôle contradictoire. Le service bénéficiaire en informe le titulaire dans un délai raisonnable d'au moins 4 jours calendaires minimum avant la date du contrôle.
- **les contrôles inopinés**, ont pour objet de réagir à une dégradation manifeste de la qualité des prestations ne correspondant pas à l'obligation de résultat. Le service bénéficiaire en informe le titulaire dans un délai de 2 jours calendaires minimum avant la date du contrôle. Le résultat du contrôle doit déclencher des actions correctrices immédiates. Le titulaire devra régulièrement tenir informé le responsable de site des actions mises en place et de leur réalisation afin de corriger les dysfonctionnements.

Ces contrôles doivent constituer l'occasion d'un dialogue à propos de la qualité de la prestation effectuée et de son amélioration. Tout contrôle qualité négatif devra obligatoirement faire l'objet de propositions par le titulaire d'actions correctives et devra être suivi d'un nouveau contrôle portant sur les mêmes points de contrôle jusqu'au constat d'une situation conforme dans un délai d'un mois à partir de la date du contrôle effectué.

A l'issue de chaque contrôle un procès verbal sera établi.